

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 15 au 19 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BDEAC obtient une ligne de crédit de 30 M EUR de la BADEA.
- **Cameroun** : l'État et les banques NFC Bank et UBC signent des contrats d'objectifs et de performance pour la période 2026-2029.
- **Congo** : le pays lève 40 Mds FCFA sur le marché régional.
- **Gabon** : suspension du mécanisme de compensation au profit d'un versement direct au Trésor.
- **Guinée équatoriale** : signature d'un accord-cadre avec Lufthansa Consulting pour relancer la compagnie aérienne nationale CEIBA.
- **Tchad** : un financement de 30 M USD de la BADEA pour un projet dans l'éducation.
- **RDC** : l'État mobilise 32,9 M USD sur le marché domestique des obligations du Trésor, en deçà de son objectif de 60 M USD.
- **Sao Tomé-et-Principe** : un projet de 5 M USD pour prévenir les inondations par la gestion des déchets.

Régional

Progression des taux débiteurs pratiqués dans la CEMAC au T1 2026

Selon un [rapport](#) publié par la BEAC, au T1 2026, le coût du crédit dans la zone CEMAC a poursuivi sa progression, le taux effectif global (TEG) moyen du système bancaire s'établissant à 12,38 %, contre 9,96 % un an plus tôt. Cette dynamique d'ensemble masque toutefois des situations nationales très hétérogènes. Le Gabon se distingue comme le marché le plus onéreux de la sous-région, avec un TEG moyen bondissant à 21,51 % (+704 points de base sur un an), porté notamment par l'explosion des taux servis aux grandes entreprises (33,20 %) et par un poids des charges et commissions parmi les plus lourds de la zone (38 % du TEG). La Guinée équatoriale (17,44 %, +181 pdb) et la République Centrafricaine (13,03 %) complètent le trio de tête, cette dernière faisant néanmoins figure d'exception en affichant un net repli de 232 points de base sur un an, sous l'effet d'une baisse marquée des taux aux particuliers et aux PME. À l'autre extrémité du spectre, le Cameroun, premier marché de la sous-région avec 53 % des volumes, demeure parmi les pays les plus

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

12,38 %

Taux effectif global (TEG) moyen du système bancaire en zone CEMAC au T1 2026

accommodants à 9,03 % (+77 pdb), suivi du Congo (10,07 %, +33 points de base) et du Tchad (10,89 %, +71 pdb). Globalement, le renchérissement du crédit s'inscrit dans un contexte de contraction de l'offre — l'offre de crédit bancaire dans l'espace CEMAC a reculé de 20,22% en glissement annuel, atteignant 2510,5 Mds FCFA. Le rapport de la BEAC révèle que ce repli des crédits bancaires est consécutif à la baisse de la demande des entreprises, celles-ci étant les principales bénéficiaires de l'offre de crédit dans la sous-région, avec 81,15% de l'enveloppe globale.

Lancement de la phase 1 du programme de développement du corridor économique Douala-Bangui

La Banque mondiale a [approuvé](#) le 12 juin 2026 un programme multiphase (« MPA ») de 1,12 Md USD (970 M EUR) consacré à la transformation du corridor

Douala-Bangui. La première phase, dotée de 458 M USD (400 M EUR), sera axée sur la réhabilitation des infrastructures prioritaires, la sécurité routière et les réformes de l'entretien routier dans la sous-région. L'enveloppe comprend 425 M USD (371 M EUR) pour le Cameroun, 90 M USD (79 M EUR) pour la RCA et 10 M USD (9 M EUR) pour la région CEMAC. Long de plus de 1 400 kilomètres, ce corridor constitue un axe essentiel pour l'économie camerounaise et revêt une importance vitale pour la RCA, dont plus de 80 % du commerce extérieur transite par cette voie. Malgré son caractère stratégique, il demeure confronté à la dégradation des infrastructures routières, à des coûts de transport pouvant atteindre 270 USD par tonne, à des délais d'acheminement de 9 à 12 jours dans des conditions normales et à la présence de 38 postes de contrôle sur le seul territoire camerounais, dont 17 impliqueraient des paiements informels. Afin de remédier à ces contraintes, cette première phase prévoit notamment le financement de tronçons structurants, tels que les axes Edéa-Yaoundé au Cameroun et Baoro-Bossemptélé en RCA, ainsi que le renforcement des dispositifs de contrôle routier et la numérisation des procédures douanières. Le programme comprend également des mesures de soutien aux PME et aux communautés locales. La Banque mondiale entend ainsi faire du corridor Douala-Bangui un levier d'intégration régionale, associant réhabilitation des infrastructures, facilitation du commerce et développement économique des territoires traversés.

La BDEAC obtient une ligne de crédit de 30 M EUR de la BADEA

Le 12 juin 2026, le Conseil d'administration de la Banque de développement des États d'Afrique centrale (BDEAC) a [approuvé](#) la mise en place d'une nouvelle ligne de crédit de 30 M EUR (environ 20 Mds FCFA), octroyée par la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA). Selon les [états financiers 2025](#) de la BDEAC, l'encours des financements accordés par la BADEA s'élevait à 16,1 Mds FCFA à fin décembre 2025, soit près de 3 % du total des ressources de financement de l'institution. Cette nouvelle ligne de crédit s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique 2023-2027 « Azobé », qui vise notamment à diversifier les sources de financement de la banque. Dans cette même logique, le Conseil d'administration a également autorisé l'engagement des démarches nécessaires à une levée de fonds sur les marchés internationaux de capitaux. Cette décision intervient quelques mois après l'obtention par la BDEAC de sa première [notation](#) financière internationale, « Ba3 » avec perspective stable, attribuée par Moody's en novembre 2025.

La CEMAC gagne en compétitivité-prix au T1 2026

Selon les [données](#) de la BEAC, le taux de change effectif réel (TCER) global de la CEMAC s'est de nouveau déprécié au T1 2026, enregistrant un recul de 1,1 % en moyenne trimestrielle, après une baisse de 1,2 % au trimestre précédent. Cette évolution traduit un gain de compétitivité sur les marchés internationaux par rapport au T4 2025. Cette dynamique s'explique notamment par la dépréciation de l'euro, monnaie d'ancrage de la zone, ainsi que par un différentiel d'inflation favorable à la CEMAC vis-à-vis de ses partenaires commerciaux, la sous-région n'ayant enregistré qu'une inflation modérée de 0,2 % entre le T4 2025 et le T1 2026.

Cameroun

L'État et les banques NFC Bank et UBC signent des contrats d'objectifs et de performance pour la période 2026-2029

Le gouvernement camerounais a engagé une nouvelle phase dans le redressement de NFC Bank et d'Union Bank of Cameroon (UBC) à travers la [signature](#), le 11 juin 2026, de contrats d'objectifs et de performance couvrant la période 2026-2029. Ces accords visent à consolider les progrès réalisés après les importantes interventions publiques ayant permis de préserver la stabilité des deux établissements, dans lesquels l'État détient respectivement 99,93 % et 54 % du capital. Fondés sur des indicateurs relatifs à la solidité financière, à la rentabilité, à la gouvernance, à la gestion des risques et à l'inclusion financière, ils feront l'objet d'un suivi semestriel. Cette initiative intervient après un soutien public de près de 43 Mds FCFA : environ 25 Mds FCFA injectés dans NFC Bank, placée sous administration provisoire de 2012 à juin 2025, et 17,8 Mds FCFA déboursés en 2021 pour racheter à Ecobank 54 % du capital d'UBC. Les performances récentes témoignent d'une amélioration notable de leur situation financière — un bénéfice net de 2,9 Mds FCFA pour NFC Bank fin 2024 et de 5 Mds pour UBC en 2025. Les autorités y voient un levier pour renforcer durablement leur compétitivité, soutenir le financement de l'économie et préparer, à terme, une ouverture progressive du capital à des investisseurs privés.

L'inflation demeure sous le seuil communautaire en mai 2026, malgré une légère remontée des prix alimentaires

Selon les données de l'INS, le taux d'inflation moyen sur les douze derniers mois s'est [établi](#) à 2,6 % en mai 2026,

contre 2,7 % en avril 2026 et 4,2 % un an auparavant. L'inflation demeure ainsi inférieure au seuil communautaire de convergence de 3 % fixé au sein de la CEMAC. En glissement mensuel, les prix à la consommation finale des ménages ont progressé de 0,9 % en mai 2026 par rapport à avril 2026. Cette hausse, la plus marquée depuis le début de l'année, témoigne d'une résurgence ponctuelle des tensions inflationnistes, principalement imputable à l'augmentation de 2,3 % des prix des produits alimentaires.

Congo

Le Congo lève 40 Mds FCFA sur le marché régional

Le Trésor congolais a [procédé](#) à quatre émissions pour un total de 40 Mds FCFA (61 M EUR) sur le marché des titres publics de la BEAC. Le programme de financement comprend 15 Mds FCFA en Bons du Trésor assimilables (BTA) à 13 semaines, 10 Mds FCFA en BTA à 52 semaines, 10 Mds FCFA en Obligations du Trésor assimilables (OTA) à deux ans, assorties d'un taux d'intérêt de 5,9 %, et 5 Mds FCFA en OTA à trois ans, avec un coupon de 6 %. Cette séance d'adjudication traduit la volonté du Congo de diversifier ses sources de financement.

La BAfD réaffirme l'importance de l'amélioration de l'accès à l'électricité

Une délégation de la Banque africaine de développement (BAfD) à Brazzaville a [réaffirmé](#) son soutien au Congo pour l'amélioration de l'accès à l'électricité. La délégation estime que l'amélioration du secteur de l'électricité au Congo est un préalable nécessaire à l'industrialisation et à l'amélioration des conditions de vie de la population. La BAfD finance déjà plusieurs projets liés à la production et à la distribution de l'électricité au Congo, aussi bien dans les centres urbains que dans les zones rurales.

Gabon

Suspension du mécanisme de compensation au profit d'un versement direct au Trésor

Par un communiqué du 16 juin 2026, le ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations a [annoncé](#) la suspension, jusqu'à nouvel ordre, de toute forme de compensation des recettes publiques. La mesure s'applique aux opérateurs économiques, aux services centraux et aux établissements publics de l'État : l'ensemble des

recettes fiscales et non fiscales devra désormais être reversé directement et exclusivement au Trésor public, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. Jusqu'ici, le mécanisme de compensation permettait d'affecter certaines recettes à des dépenses sans transiter par le Trésor. Selon le gouvernement, cette recentralisation vise à renforcer la traçabilité des flux, à améliorer le contrôle budgétaire et à accroître la mobilisation des ressources destinées au financement du Plan national de croissance et de développement (PNCD). Elle s'inscrit dans les réformes de gouvernance des finances publiques engagées depuis la transition.

BGFI Holding Corporation tire l'indice de la BVMAC mais se heurte à l'illiquidité du marché

Un mois après sa première cotation, le titre BGFI Holding Corporation (BGFI HC) a [porté](#) l'indice BVMAC All Share Index à 1 163,23 points (+3,79 %) lors de la séance du 15 juin 2026, son cours grim pant à 90 000 FCFA et hissant la capitalisation de la holding du groupe bancaire gabonais à près de 1 325 Mds FCFA, première capitalisation de la place régionale. La dynamique reste toutefois entravée par l'illiquidité structurelle de la bourse : le 16 juin, le bulletin officiel de la cote recensait 2 320 titres demandés à l'achat pour une offre quasi nulle, une seule transaction de 30 actions ayant pu être exécutée. Introduit le 7 mai à un cours de référence de 80 000 FCFA après une souscription sursouscrite à 136 %, BGFI HC voit ses carnets d'ordres figés par l'absence de marchés capables d'assurer la contrepartie au quotidien.

Révision à la hausse de l'objectif de production aurifère dans le PLFR 2026

Le projet de loi de finances rectificative (PLFR) 2026 [révise](#) à la hausse l'objectif de production aurifère nationale, porté de 400 à 800 kg (+100 %). Cette progression est attribuée à la montée en puissance de sites dans les provinces de l'Ogooué-Ivindo et de la Ngounié. La révision intervient dans un contexte de cours élevés : sur la base de l'hypothèse de prix retenue par Fitch (4 500 USD l'once), la production d'or visée représenterait, à titre indicatif, environ 115 M USD (près de 65 Mds FCFA). Selon la BEAC, les ventes d'or du pays avaient déjà atteint un record de 68,1 Mds FCFA en 2024, en hausse de 183 % sur un an. La filière demeure toutefois fragilisée par des lacunes structurelles comme l'absence de raffinage national et de mécanisme officiel d'achat de l'or, la persistance d'un orpillage artisanal partiellement informel, et la non-concrétisation du projet de réserve stratégique d'or présenté en Conseil des ministres en 2021.

Guinée équatoriale

Signature d'un accord-cadre avec Lufthansa Consulting pour relancer la compagnie aérienne nationale CEIBA

La Guinée équatoriale et le cabinet allemand Lufthansa Consulting ont [signé](#) un accord-cadre visant à restructurer et relancer la compagnie CEIBA Intercontinental. La signature de cet accord marque la fin des échanges techniques engagés depuis le mois de mars 2026 avec le cabinet Lufthansa Consulting, qui a réalisé un diagnostic complet de la situation de la compagnie nationale et proposé deux scénarios de redressement. L'accord signé fixe trois axes d'action : le renforcement de la gouvernance opérationnelle afin d'améliorer la gestion interne, l'attraction d'investissements privés, et la modernisation de la flotte de la compagnie par l'acquisition de nouveaux avions. Des négociations ont été engagées sur ce dernier axe avec le constructeur ATR et portent sur l'acquisition de 4 à 5 appareils ATR 72-600 ; la signature du contrat est envisagée d'ici fin juin 2026. L'objectif de cette restructuration est de rendre CEIBA Intercontinental plus performante sur le plan opérationnel, mais surtout de positionner le pays comme un hub sous-régional.

Tchad

Éducation : un financement de 30 M USD de la BADEA pour le projet SMARTED au Tchad

Le 16 juin 2026, en marge des Assemblées annuelles de la Banque islamique de développement à Bakou, le ministre des Finances, Tahir Hamid Ngulin, a [signé](#) un accord de financement de 30 M USD avec le président de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA), Abdullah Kh. Almusaibeeh. Cette enveloppe est destinée à soutenir le projet SMARTED, dédié au renforcement du système éducatif tchadien. Ce programme, également appuyé par la Banque mondiale, la Banque islamique de développement, le Fonds saoudien pour le développement et le PAM, prévoit la construction et l'équipement de près de 2 848 salles de classe réparties dans plus de 700 établissements (écoles primaires et collèges), couvrant l'ensemble des 23 provinces, ainsi que la réalisation d'infrastructures connexes et la fourniture de matériels scolaires. Au-delà des investissements en infrastructures, SMARTED vise à améliorer la qualité de l'enseignement à travers la modernisation des programmes, le renforcement des capacités des enseignants et la mise à disposition de

ressources pédagogiques adaptées. Le projet met également l'accent sur l'inclusion, en prévoyant des dispositifs spécifiques en faveur des enfants vulnérables, des filles et des élèves en situation de handicap, afin de réduire les inégalités d'accès à l'éducation.

RDC

L'État mobilise 32,9 M USD sur le marché domestique des obligations du Trésor, en deçà de son objectif de 60 M USD

Le Trésor public congolais a [levé](#) 32,9 M USD lors de l'adjudication des Obligations du Trésor en devises organisée le 16 juin 2026. Ce montant représente 54,8 % de l'objectif initial de 60 M USD. Les titres, d'une maturité de deux ans, offrent un rendement annuel de 8 %. L'opération contraste avec l'adjudication du 2 juin 2026, qui avait mobilisé 89,3 M USD sur un objectif de 70 M USD, soit un taux de couverture de 127,6 %. Cette émission s'inscrit dans une stratégie plus large de mobilisation des ressources sur le marché intérieur, visant à diversifier les sources de financement de l'État et à réduire la dépendance aux financements extérieurs. Pour le deuxième trimestre 2026, le gouvernement ambitionne de lever 550 M USD en titres libellés en devises et 500 Mds CDF en monnaie nationale (équivalent à environ 220 M USD). Les émissions en dollars américains continuent d'attirer les investisseurs, contrairement aux titres en francs congolais qui peinent à séduire. Sur un objectif de 600 Mds CDF au premier trimestre 2026, seulement 20 Mds ont été levés. Cette faiblesse traduit des défis structurels liés à la confiance, à la liquidité et à la stabilité macroéconomique du marché en monnaie locale.

La DRC Mining Week s'ouvre à Lubumbashi sur une ambition de transformation structurelle du secteur minier

La 21ème édition de la [DRC Mining Week](#), une plateforme de mise en relation commerciale de premier plan pour le secteur extractif congolais, s'est ouverte le 17 juin 2026 à Lubumbashi. Rassemblant plus de 7 500 professionnels du secteur, cette édition se tient sous le thème de la transformation de la RDC en plaque tournante mondiale des minerais critiques, avec des sessions dédiées à l'investissement, à la chaîne de valeur et aux infrastructures. Lors de son discours d'ouverture, le ministre des Mines a rappelé que la RDC a produit près de 3,5 M de tonnes de cuivre en 2025, tout en conservant son rang de premier producteur mondial de cobalt. Il a également annoncé la première production commerciale du lithium de Manono, attendue au

second semestre 2026, une étape clé pour la diversification minière du pays. Cinq axes prioritaires ont été déclinés pour le secteur minier en RDC : (i) l'amélioration de la connaissance du sous-sol via la cartographie géologique, (ii) la modernisation de la gouvernance minière, (iii) le développement de la transformation locale, (iv) la mise en place d'infrastructures stratégiques (énergie, rail, corridors logistiques, ports), et (v) le renforcement de la traçabilité. Le Président de la Chambre des Mines a souligné que le principal défi reste de transformer l'avantage géologique de la RDC en prospérité durable, en renforçant la maîtrise de la chaîne de valeur locale. Cet événement, qui s'est tenu jusqu'au 19 juin 2026, intervient dans un contexte où la RDC cherche à sécuriser sa place dans la chaîne d'approvisionnement mondiale en minerais stratégiques.

Sao Tomé-et-Principe

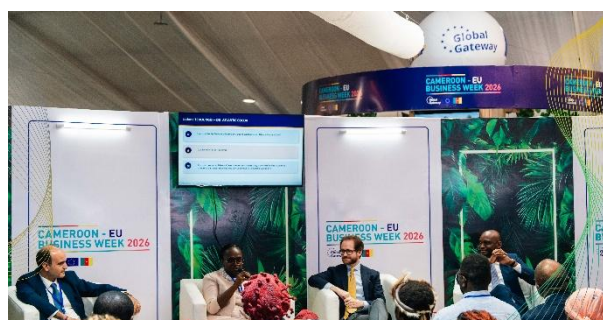
Un projet de 5 M USD pour prévenir les inondations par la gestion des déchets

Le ministère de l'Environnement et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont [signé](#), le 16 juin 2026, un projet doté de 5 M USD consacré à la gestion des déchets dans la ville de Sao Tomé et sur l'île de Príncipe, en vue de prévenir les inondations. Financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et déployé sur quatre ans, le projet vise à instaurer un cadre législatif et juridique de gestion des déchets ainsi qu'un dispositif de prévention, l'assainissement du milieu étant présenté comme un levier face aux inondations qui touchent chaque année plus de 18 000 personnes, selon les données du ministère. La signature est intervenue en marge de l'évaluation à mi-parcours du Programme Pays du PNUD, qui s'achève en 2027 et s'articule autour de quatre axes (finances publiques, environnement et action climatique, santé, secteur privé). L'ONU mobilise 6 à 7 M USD par an dans l'archipel et entend porter ce montant à 10 M USD d'ici 2027.

Focus évènement : Salon Promote 2026 (Yaoundé, 12-21 juin 2026)

Table ronde sur le secteur des transports et de la logistique, organisée par le SER et l'Union européenne

À l'occasion du Salon Promote 2026, le Service économique régional pour l'Afrique centrale a organisé, conjointement avec l'Union européenne au Cameroun et pour la Guinée équatoriale, une table ronde consacrée au secteur des transports et de la logistique. Placé sous la thématique « Connectivité, corridors et infrastructures logistiques : catalyser l'investissement privé », l'évènement a réuni institutionnels, industriels, experts des corridors stratégiques et bailleurs internationaux le temps d'un échange visant à explorer les pistes de soutien des investisseurs privés dans le secteur des transports. Alors que l'expertise française et européenne accompagne le développement des corridors de transport et des activités logistiques, ces échanges ont permis de confirmer l'intérêt croissant des entreprises pour ces projets structurants, essentiels à l'intégration régionale et à la facilitation du commerce.



Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
24 juin 2026	13e édition du Forum de Paris	Paris (France)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publiques (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)		
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.
CEMAC															
Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Mai-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	100	3	4	7	1140	409	646
Variation mensuelle (%)	-3%	6%	22%	-5%	-1%	0%	0%
Variation annuelle (%)	60%	-6%	-54%	-21%	26%	4%	1%
Variation sur 5 ans	51%	1%	73%	69%	0%	-4%	-4%
Variation sur 10 ans	119%	53%	34%	103%	51%	3%	-7%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Amanda BROUILLARD – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER – Mathis FOLCH (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).